

TERMES DE RÉFÉRENCE

LRPS – GUI -2021- 9168409

Réalisation d'une Analyse de la Situation (SitAn) des Enfants et des Adolescents en Guinée

1. CONTEXTE

L'Analyse de la Situation (SitAn) des droits et du bien-être des enfants est un produit phare conçu pour éclairer le dialogue politique, les partenariats et les interventions visant à améliorer la vie des enfants. Il s'agit d'une évaluation et d'une analyse de la situation du pays en ce qui concerne les droits de l'enfant et les questions cruciales affectant leur réalisation. La SitAn est un élément crucial du cadre de suivi des droits de l'enfant et représente un produit programmatique clé de l'UNICEF, qui permet de se concentrer sur les gaps de connaissances liées aux inégalités et aux privations des enfants. En favorisant un large engagement de toutes les parties prenantes, la SitAn est censée alimenter le dialogue politique dans le pays et la promotion de politiques axées sur l'enfant, afin de contribuer de manière importante à accélérer la réalisation des objectifs liés à l'enfance en tenant compte de l'équité.

La SitAn reflète le rôle de l'UNICEF qui consiste à exhorter toutes les instances du Gouvernement et les principales parties prenantes à utiliser la Convention des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant (CDE) comme mécanisme d'orientation dans l'élaboration des politiques et des lois afin de :

- ✦ Développer un agenda national complet ;
- ✦ Mettre en place des organes ou des mécanismes permanents pour promouvoir la coordination, le suivi et l'évaluation des activités dans tous les secteurs du Gouvernement ;
- ✦ Veiller à ce que toutes les lois soient pleinement compatibles avec la Convention et, le cas échéant, avec les protocoles facultatifs, en incorporant les dispositions dans le droit interne ou en veillant à ce qu'elles priment en cas de conflit avec la législation nationale ;
- ✦ Rendre les enfants visibles dans les processus d'élaboration des politiques du Gouvernement en introduisant des évaluations de l'impact sur les enfants ;
- ✦ Analyser les dépenses du Gouvernement pour déterminer la part des fonds publics consacrée aux enfants et s'assurer que ces ressources sont utilisées efficacement ;
- ✦ Veiller à ce que des données suffisantes soient collectées et utilisées pour améliorer la situation de tous les enfants du pays ;
- ✦ Sensibiliser et diffuser des informations sur la Convention et ses protocoles facultatifs en dispensant une formation à tous ceux qui participent à l'élaboration des politiques gouvernementales et travaillent avec ou pour les enfants ;
- ✦ Impliquer la société civile - y compris les enfants eux-mêmes - dans le processus de mise en œuvre et de sensibilisation aux droits de l'enfant.

La SitAn fait partie intégrante des politiques et procédures de programmation de l'UNICEF, et doit être réalisée avant le début de la planification d'un nouveau programme de pays, et avant (ou parallèlement) l'élaboration du Bilan Commun de Pays (*Common Country Analysis*) et du Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (*United Nations Sustainable Development Cooperation Framework*).

1.1. Contexte national de la SitAn

En Guinée, une Analyse de Situation des Enfants en Guinée a été réalisée en début 2015 par UNICEF Pays-Bas, UNICEF Belgique et UNICEF Suède dans le cadre du projet "Une meilleure information pour des solutions et une protection durables", qui est soutenu financièrement par le Fonds pour le Retour de la Commission Européenne. Cette SitAn de 2015 révèle que la Guinée est un pays frappé par la pauvreté, qui s'explique surtout par la mal gouvernance et touche particulièrement près de 60% de la population infantile. Cette sous-population était estimée en 2013 à 5.746.000 pour une population globale de 11.745.000. La qualité de l'enregistrement des naissances n'était pas satisfaisante, et le nombre d'enfants de moins de 18 ans non enregistrés était estimé en 2014 à 2.489.000 et celui des enfants sans acte de naissance à 3.459.000. Selon cette SitAn de 2015, il n'y avait pas de progrès dans certains domaines essentiels pour la survie et l'épanouissement des enfants, en particulier dans les zones rurales. Ainsi, les taux de mortalité infantile et de malnutrition infantile en Guinée restaient plus élevés que les taux moyens constatés pour l'Afrique subsaharienne. Il y avait aussi une persistance de la fécondité précoce. La loi guinéenne punit les mutilations génitales féminines et l'excision (MGF/E), les mariages forcés et précoces ainsi que les violences domestiques. Cependant, ces pratiques existent dans toutes les régions, et l'efficacité des mesures de prévention et de répression de ces pratiques était très faible. Selon cette SitAn de 2015, les écoles de la Guinée étaient plutôt pauvres et le système d'éducation était aux prises avec d'énormes inégalités sociales. La part du budget national consacrée à l'éducation en 2014 était de 11,67%. Et il y avait des inégalités d'accès à l'éducation entre le milieu rural et le milieu urbain. En 2014, la Guinée a été frappée par une flambée de maladie à virus Ebola qui a été favorisée par divers facteurs culturels, historiques, géographiques et infrastructurels. Ceci a provoqué une crise humanitaire, sociale, économique et sécuritaire qui a perduré jusqu'en 2016.

Une seconde Analyse de Situation des Enfants en Guinée a été faite en fin 2016 par UNICEF Guinée, dans le cadre de la préparation de son nouveau programme de pays 2018-2022. Cette SitAn 2016 dégage les mêmes conclusions que la précédente. Elle révèle d'abord qu'environ 60% des enfants vivent dans des ménages pauvres. Ensuite elle met en exergue les impacts de l'épidémie de la maladie à virus Ebola en termes notamment de baisse significative de l'utilisation par les populations des services sociaux de base, de contraction de l'offre de services sociaux, d'appauvrissement de la population et d'accentuation de la vulnérabilité des enfants et des femmes affectés et/ou infectés par l'épidémie. Enfin, elle fait le point sur certains indicateurs sociodémographiques clés, montrant que : (i) la mortalité des enfants reste élevée, avec un enfant sur huit qui n'atteint pas l'âge de 5 ans ; (ii) seulement 37% des enfants de 12-23 mois bénéficient d'une couverture vaccinale complète ; (iii) la malnutrition aiguë touche 8% des enfants de moins de 5 ans ; (iv) en 2014, 821.000 enfants de moins de 5 ans n'étaient pas enregistrés à l'état civil et 1.141.000 n'avaient pas d'acte de naissance ; et (v) 73,4% des ménages étaient privés d'eau potable contre 66,6% qui n'utilisaient pas de toilettes améliorées. La mise à jour de la SitAn 2016 à la suite de la production

de l'EDS 2018 conforte cette situation peu reluisante, conduisant aux mêmes conclusions sur la situation des enfants et des adolescents en Guinée.

Entre 2018 et 2020, la situation ne s'est quasiment pas améliorée, bien au contraire. Par exemple, seul un quart des enfants a été complètement vacciné, et plus d'un cinquième des enfants n'ont reçu aucun vaccin. Au niveau national, 75% des enfants de moins de 6-59 mois et 46% des femmes sont anémiés. La surveillance des maladies à potentiel épidémique montre que la poliomyélite et la fièvre jaune continuent de sévir sous forme de quelques flambées épidémiques. Les résultats d'apprentissage des enfants ne sont pas du tout satisfaisants : en 2019, 55,3% des élèves en fin de scolarité ne manifestent pas les compétences suffisantes de lecture ; et 67,6% de ces élèves connaissent de très grandes difficultés en mathématiques pouvant les exposer au décrochage scolaire. Dans l'ensemble, 30% des 2.059.433 enfants de moins de 5 ans souffrent de retard de croissance (malnutrition chronique) dont 13% sous la forme sévère. En nombre absolu, cela correspond à plus de 700.000 enfants touchés.

La survenue de la Covid-19 en mars 2020 dans le pays a empiré la situation des enfants. La croissance du PIB - qui était de 6,2% en 2019 - est attendue à 1,4% en 2020 dans le meilleur des cas, voire même -1,8%. Le pouvoir d'achat des ménages guinéens qui était déjà faible en 2018, s'est davantage rétréci en 2020 du fait de la Covid-19. Les mesures de confinement partiel et les restrictions des déplacements décrétés par le Gouvernement dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire à partir de fin mars 2020 à la suite de la Covid-19 ont contribué à la détérioration du tissu économique et des conditions de vie des ménages qui, dans de nombreux cas, se sont retrouvés privés de ressources. En 2020, on peut présumer une hausse du taux de pauvreté, qui semblait pourtant avoir baissé entre 2012 et 2019 - respectivement de 55% à 41,8%. La récession et la pauvreté induites par la Covid-19 ont affecté de manière disproportionnée ceux qui étaient déjà les plus vulnérables : les pauvres, les femmes mais surtout les enfants. Et en fin janvier 2021, la Guinée connaît une résurgence d'Ebola en pleine pandémie de Covid-19.

Compte tenu des résultats des analyses de la situation de 2015 et 2016, ainsi que des recommandations formulées par la CDE¹ et la CIDPH², et après avoir mené des consultations approfondies avec toutes les parties prenantes concernées, y compris les enfants, l'UNICEF et le Gouvernement de la Guinée ont

convenu d'adopter un Document de Programme de Pays (CPD) 2018-2022 qui s'articule autour d'une série d'interventions complémentaires articulées autour de 5 Composantes Programmatiques interreliées :

- ✦ La composante programmatique pour la survie et le développement de l'enfant³ ;
- ✦ La composante programmatique d'éducation de base ;
- ✦ La composante programmatique de protection de l'enfant ; ✦ La composante programmatique d'inclusion sociale ; ✦ La composante relative à l'efficacité du programme.

¹ Convention relative aux droits de l'enfant.

² Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées.

³ Avec ses sous-composantes relatives à la nutrition, à la santé et au VIH, et au secteur de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH).

1.2. Contexte stratégique de la SitAn

Le Président de la République de Guinée a entamé son nouveau mandat en novembre 2020 et a mis en place son nouveau gouvernement en janvier 2021. En mars 2021, Les autorités guinéennes ont décidé d'élaborer un second Plan National de Développement Économique et Social (PNDES II) pour la période 2021-2025. La note conceptuelle de l'élaboration du PNDES II, prévoit sept étapes non forcément séquentielles, à savoir : (i) le lancement du processus ; (ii) les concertations ; (iii) les activités de communication ; (iv) l'analyse de la situation de référence ; (v) les travaux de cadrage (*cadrage des stratégies et des résultats, cadrage macro-budgétaire et programmatique*) ; (vi) la rédaction du document de PNDES et (vii) sa validation.

L'UNDAF actuel couvre la période 2018-2022, à l'instar du Programme de Pays des Agences telles que l'UNICEF. Le nouveau Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF) - tout comme le nouveau Programme de Pays de l'UNICEF- sera pour une période de 5 ans (2023-2027). La SitAn a vocation à rester pertinente tout le long de ce nouveau Programme de Pays. L'année 2021 est donc une année de planification stratégique aussi bien pour le gouvernement guinéen que pour les Nations Unies.

La SitAn est un des premiers éléments dans ce processus et servira de référence pour les réflexions stratégiques qui suivront. En effet, à l'approche du nouveau cycle de Programme de Pays, il est de plus en plus nécessaire d'actualiser l'analyse et de fournir à l'UNICEF et à ses partenaires de nouvelles données et évidences solides sur la situation des enfants et des adolescents dans le pays, en particulier les plus vulnérables mais aussi apprécier les évidences disponibles sur les effets de la Covid-19 sur eux, afin d'éclairer les décisions relatives au programme et d'orienter les efforts de plaidoyer politique et de développement de partenariats, ainsi que de suivre les progrès dans la mise en œuvre des droits de l'enfant.

Avant comme pendant la Covid-19, l'UNICEF, ses partenaires et d'autres parties prenantes ont mené un certain nombre de recherches, d'études et d'évaluations importantes qui ont fourni de nouvelles évidences pouvant être utilisées pour renforcer et élargir les données/informations sur la situation des enfants et des adolescents dans le pays. Ainsi, en accompagnement à ce rapport, et dans un exercice à part, l'UNICEF va procéder à une analyse complète des données disponibles dans le pays et produire un tableau sommaire des indicateurs quantitatifs disponibles, alignés avec les Objectifs de Développement Durable, sur laquelle la présente mission pourra se baser entre autres sources de données disponibles.

Compte tenu de ce qui précède, l'UNICEF Guinée recherche les services d'une institution/cabinet international pour élaborer le rapport SitAn en utilisant les éléments disponibles, tout en tenant compte des Objectifs de Développement Durable (ODD), du Plan Stratégique 2018-2021 de l'UNICEF, du plan d'action de l'UNICEF pour l'égalité des sexes 2018-2021, et des principales priorités nationales et mondiales.

2. BUT, OBJECTIFS ET PORTEE DE L'ANALYSE

Le but de cette mission est de réaliser une analyse de la situation des enfants et des adolescents, basée sur les droits humains et axée sur l'équité en ce qui concerne la réalisation des droits des enfants et des adolescents. L'analyse doit examiner les progrès, les défis et les opportunités pour la réalisation des droits

et du bien-être des enfants, ainsi que les schémas de privation auxquels les enfants et les adolescents sont confrontés. L'analyse doit être objective et vérifiable, et devrait pouvoir être utilisée par tous les partenaires et parties prenantes du pays pour relever les principaux défis qui empêchent les enfants et les adolescents, en particulier les plus défavorisés, de jouir de leurs droits garantis par la CDE et d'autres obligations internationales du pays.

Le rapport d'analyse de la situation doit mettre en évidence les priorités stratégiques de la Guinée pour réduire les disparités et remédier aux vulnérabilités, et ainsi contribuer à influencer davantage le programme national de développement, et à accélérer la réalisation des objectifs de développement nationaux et internationaux concernant les enfants et les adolescents, y compris les ODD. Cette analyse devrait examiner de manière critique les progrès réalisés par les politiques et les programmes pour assurer une couverture à l'échelle de tous les groupes vulnérables, l'adéquation de la mise en œuvre des politiques, notamment en termes de budget, et les ressources nécessaires pour ne laisser aucun enfant de côté.

La SitAn devrait présenter des preuves solides et mettre en évidence les possibilités de développement socialement inclusif. Elle devrait examiner les obstacles à la réalisation des droits de l'enfant, ainsi que les rôles interdépendants des institutions responsables. Elle devrait mettre en évidence les inégalités entre les groupes, en fonction des caractéristiques socio-économiques, des disparités urbaines/rurales et intraurbaines, du genre, de la localisation géographique et d'autres dimensions. La SitAn devrait accorder une attention particulière à l'examen des données désagrégées et à la décomposition des moyennes nationales et/ou infranationales. Outre l'analyse des causes des inégalités, elle devrait également présenter des recommandations contextualisées sur ce qui pourrait être fait par les principales parties prenantes pour atteindre/maintenir un développement social inclusif qui garantisse une inclusion et une participation égales de tous les groupes d'enfants et d'adolescents. La SitAn doit être ancrée dans les réalités politiques, économiques et sociales du pays, examiner les progrès accomplis dans la réalisation des ODD, ainsi que les questions régionales et mondiales qui touchent aux droits et au bien-être des enfants. Même si la SitAn doit être centrée sur les questions nationales, elle devrait aussi explorer les questions mondiales et régionales qui ne sont pas prises en compte dans l'agenda national. Plus important encore, en mettant fortement l'accent sur l'équité, la SitAn devrait mettre en exergue la situation des enfants et des adolescents les plus démunis, qui sont invisibles ou qui ne sont pas pris en compte.

2.1. Principaux objectifs de la SitAn

Les principaux objectifs de la SitAn en Guinée basée sur les droits et axé sur l'équité sont les suivants :

- ✦ Fournir à l'UNICEF, au Gouvernement de la Guinée et à ses partenaires une analyse complète, sensible à l'équité et factuelle de la situation des enfants et des adolescents de la Guinée, à utiliser pour la prise de décision basée sur les résultats et la planification d'interventions visant à résoudre les problèmes les plus urgents affectant les enfants de la Guinée ;
- ✦ Acquérir une compréhension approfondie de la situation des enfants et des adolescents -y compris des groupes de jeunes en situation de vulnérabilité particulière - en analysant les politiques et les stratégies, les tendances sociales

et économiques qui les touchent (données désagrégées par âge, sexe, zones urbaines/rurales, statut socio-économique et autres facteurs pertinents) ;

- ✦ Identifier et analyser les obstacles et les goulots d'étranglement qui empêchent les enfants, en particulier les plus défavorisés, de bénéficier des services sociaux dans tous les secteurs et de jouir pleinement de leurs droits ;
- ✦ Fournir aux partenaires non gouvernementaux (ONG, organisations communautaires, société civile, médias et secteur privé) des informations essentielles afin qu'ils les utilisent dans leur planification et leurs interventions pour adresser les problèmes les plus urgents touchant les enfants et les adolescents et contribuer à la (re)formulation des principales stratégies nationales, afin que les priorités des enfants et des adolescents les plus défavorisés soient intégrées dans l'agenda national de développement socio-économique ;
- ✦ Identifier les lacunes critiques en matière de données et proposer des actions pertinentes à mettre en œuvre par le Bureau de Pays au courant du nouveau cycle pour contribuer à la production d'évidences probantes susceptibles d'améliorer le suivi des droits des enfants et des adolescents, en particulier des groupes les plus vulnérables ;
- ✦ Évaluer la présence actuelle ou potentielle de situations d'urgence (risques de catastrophes et autres chocs potentiels), la probabilité de leur survenance, les vulnérabilités sous-jacentes et les capacités et mécanismes d'adaptation et de résilience des familles, des communautés et des institutions locales et nationales ;
- ✦ Analyser dans quelle mesure il existe un environnement favorable à la réalisation des droits de tous les enfants et adolescents, et analyser comment les interventions et services nécessaires pour remédier aux privations sont priorisés dans les politiques, les lois, les stratégies, les plans et les budgets nationaux ;
- ✦ Identifier les domaines de préoccupation nouveaux ou émergents concernant les enfants et les adolescents, tels que les questions environnementales qui les touchent, les problèmes de santé mentale, etc. ;
- ✦ Analyser le rôle/l'impact du secteur privé sur le respect des droits des enfants et des adolescents ainsi que sur la gestion des finances publiques.

L'analyse de la situation est destinée à un public plus large, comprenant entre autres les organismes gouvernementaux, tous les partenaires au développement - y compris l'UNICEF, la société civile, les médiateurs, les enfants et les adolescents, les universités, les acteurs du secteur privé, et les médias. Le processus d'élaboration de l'analyse de la situation prévoit donc un engagement avec le Gouvernement et les principales parties prenantes, y compris les enfants et les jeunes. Il permet de promouvoir un dialogue significatif sur les questions relatives aux enfants et aux adolescents entre les principaux acteurs des droits de l'enfant.

2.2. Lacunes dans les données

La SitAn doit également permettre d'identifier les lacunes critiques en matière de données et contribuer à la production d'évidences susceptibles d'améliorer le suivi des droits de l'enfant, en particulier des groupes les plus vulnérables. L'insuffisance des données au niveau national - et notamment le manque d'informations sur certains

groupes d'enfants - sont des problèmes particulièrement critiques en Guinée. Bien qu'il ne soit pas du ressort de l'analyse de situation de rendre compte de ces lacunes, l'analyse devrait indiquer où se trouvent ces lacunes de données et si elles sont concentrées sur des groupes particuliers. Cela pourrait créer des opportunités de dialogue avec les partenaires au cours du processus de développement de l'analyse.

3. CADRE CONCEPTUEL ET METHODOLOGIE

3.1. Cadre conceptuel

Le cadre conceptuel général de l'analyse de la situation des enfants et des adolescents en Guinée est l'approche de la programmation fondée sur les droits de l'homme (HRBAP). Elle doit permettre de comprendre les privations et les inégalités existantes et d'établir les liens entre les causes sous-jacentes et les obstacles à la réalisation des droits et du bien-être des enfants. Le cadre conceptuel situe l'analyse dans le contexte du pays et reconnaît clairement les problèmes régionaux et mondiaux qui ont un impact sur la vie des enfants dans le pays. En outre, il explore les raisons de la réalisation inégale des droits de l'enfant et des inégalités en matière de bien-être, ainsi que les possibilités de réaliser des progrès pour tous les enfants, en particulier ceux qui sont laissés pour compte ou ceux qui risquent le plus de le devenir.⁴

En plus de l'analyse de causalité qui inclut les principales privations, les causes immédiates, sous-jacentes et structurelles, les 10 déterminants suivants devraient aider à catégoriser les goulots d'étranglement et les obstacles critiques selon le tableau ci-dessous :

Déterminants des Goulots d'étranglements	Description
Normes Sociales	Les règles sociales de comportement principalement motivées par la pression sociale
Législation / Politique	Pertinence des lois et des politiques aux niveaux national et local
Budget / Dépenses	Allocation et décaissement des ressources nécessaires aux niveaux national et local
Management/Coordination	Rôles et les responsabilités / Coordination / Partenariat
Disponibilité de produits essentiels / Intrants	Produits essentiels / intrants nécessaires à la prestation d'un service ou à la promotion de l'adoption d'une pratique
Accès aux services adéquats et à l'information	L'accès physique (infrastructure, services, information)
Accès Financier	Capacité de payer (services / pratiques), les coûts directs et indirects
Pratiques socio-culturelles et Croyances	Croyances et pratiques individuelles qui peuvent être largement partagées, mais ne sont pas principalement motivées par la «pression sociale»

⁴ Pour plus de détails sur le cadre conceptuel et la manière d'analyser les droits de l'enfant dans la nouvelle génération d'analyse de la situation, veuillez consulter le document : [UNICEF \(2019\) : « Lignes directrices de base : nouvelle génération d'analyse de la situation »](#) - pages 14 à 16.

Continuité de l'utilisation	Achèvement / continuité dans l'utilisation des services et l'adoption de pratiques
Qualité	Le respect des normes de qualité requises (normes nationales ou internationales)

3.2. Cadre conceptuel et questions spécifiques

CADRE	QUESTIONS
Aperçu général du pays (contexte)	<ul style="list-style-type: none"> Quels groupes de population sont concernés par les lois nationales/infranationales, les politiques, y compris les budgets, les conflits et les facteurs économiques, sociaux et environnementaux qui entraînent des inégalités ? Comment le contexte national élargi contribue-t-il aux droits de l'enfant et au bien-être des jeunes ? Inversement, quels facteurs macroéconomiques exacerbent les inégalités ? Quelles sont les solutions innovantes qui accélèrent le développement inclusif ? Comment les institutions - régionales, nationales, sous-nationales, privées, publiques, confessionnelles, communautaires, etc. - s'acquittent-elles systématiquement de leurs obligations en matière de services inclusifs et d'opportunités favorables pour les enfants et les jeunes ?

CADRE	QUESTIONS
Causes, défis et risques	<ul style="list-style-type: none"> Quels facteurs spécifiques ont contribué à la réalisation des droits et du bien-être de l'enfant ? Quelles sont les principales violations des droits de l'enfant dans le pays ? Quels sont les principaux facteurs, y compris les risques (l'ordre de priorité est, ici, essentiel), qui empêchent la réalisation des droits de l'enfant et leur bien-être ? Quels sont les facteurs clés qui déterminent les inégalités dans la réalisation des droits des enfants et leur bien-être ? Comment les enfants se sentent-ils engagés en tant qu'acteurs dynamiques dans les décisions ? Les enfants et les jeunes, en particulier les plus vulnérables, jouissent-ils de leurs droits (disponibilité, accès, utilisation, adéquation et efficacité) à des produits, des services et des opportunités ?

Droits et bien-être de l'enfant : progrès et Inégalités	<ul style="list-style-type: none"> • Quels progrès ont été accomplis dans la réalisation des droits et du bien-être des enfants dans les différents groupes d'âge concernés, comme les nouveau-nés, les enfants de moins de 5 ans, les jeunes enfants, les enfants plus âgés et les adolescents, tels que définis dans le contexte national, dans la littérature et dans les données factuelles ? • Les progrès ont-ils été inégaux ? Quelle est l'ampleur ou l'importance des privations auxquelles sont confrontés les groupes marginalisés, tels que les filles et les femmes, les personnes vivant dans la pauvreté, les enfants en situation de handicap, les enfants issus des minorités et les enfants réfugiés, entre autres ? Qui sont les groupes laissés pour compte, où et pourquoi ? Qui, parmi les enfants laissés pour compte, sont confrontés à des privations et à des désavantages graves et/ou croisés, ou à des formes multiples de discrimination qui les rendent susceptibles d'être les plus en retard ? Dans quelle mesure les enfants sont-ils résistants aux chocs et aux facteurs de stress ?
Enjeux mondiaux et régionaux	<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les problèmes mondiaux et régionaux qui ont un impact sur les droits et le bien-être des enfants ? Des progrès ont-ils été réalisés dans la mise en œuvre des observations finales des rapports périodiques de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'Homme ? Comment les problèmes, les enjeux et les opportunités transfrontaliers (migrations, trafic, numérisation, etc.) sont-ils abordés/gérés à l'échelle ? • Comment la réalisation des droits et du bien-être de l'enfant contribue-t-elle à la réalisation des ODD dans le pays et à la résolution des problèmes émergents ?

3.3. Méthodologie

Le cabinet s'appuiera principalement sur l'analyse de données secondaires. Une collecte limitée de données primaires - essentiellement qualitatives - auprès des principaux responsables des droits de l'enfant et d'autres informateurs clés pourrait avoir lieu. Ainsi, la méthodologie consistera notamment en :

- ✦ *une revue documentaire* des données et éléments probants disponibles au niveau national et international sur les sujets sélectionnés, et publiés dans des études, des recherches, des évaluations et des rapports d'enquête ;
- ✦ *une revue documentaire* des données, des rapports et des analyses des Programmes générés par l'UNICEF, y compris les études, les recherches et les évaluations ;
- ✦ *une revue documentaire et une analyse comparative* de la législation disponible, et des documents sur la politique sociale, les stratégies gouvernementales, les allocations budgétaires et les analyses des dépenses publiques ;
- ✦ *des notes de synthèse* sur des sujets spécifiques pour lesquels l'UNICEF et d'autres acteurs travaillant avec et pour les enfants n'ont pas ou ont peu de connaissances pour une analyse de situation complète (par exemple l'analyse des disparités entre les sexes, les questions environnementales/climatiques affectant les enfants, les questions de santé mentale, la migration, etc.)
- ✦ *des entretiens et des groupes de discussions dirigées avec des informateurs clés*, y compris ceux qui élaborent et mettent en œuvre les politiques publiques, ainsi que les enfants et les adolescents.

L'analyse doit tenir pleinement compte et articuler les disparités liées au sexe, au revenu et à la situation géographique (perspectives nationales/régionales). L'analyse doit porter sur l'ensemble des droits de l'enfant et identifier les domaines dans lesquels il existe des privations.

L'analyse devrait également adopter l'approche par cycle de vie avec une désagrégation par tranches d'âges (moins de 5 ans, 5-11 ans, 12 -18 ans) pour mettre en évidence les vulnérabilités spécifiques à chaque groupe d'âge. Au-delà, elle permet d'offrir des paquets de services adaptés à la phase critique de la conception et de la petite enfance, à la période de vulnérabilité de l'enfance et à celle de l'adolescence, souvent très critique et parfois insuffisamment analysée et intégrée dans les réponses pour les enfants et la transition à l'âge adulte.

La méthodologie de collecte et d'analyse des données et le processus de documentation doivent permettre la mise à jour périodique de l'analyse de la situation.

Le cabinet devra proposer une méthodologie plus précise et détaillée lors de la phase de démarrage de la mission. Les lignes directrices de l'UNICEF sur la conduite de la nouvelle génération d'analyse de la situation serviront de référence à cet effet.

3.4. Étapes de l'analyse de la situation

Dans le cadre de la mission, le cabinet/les consultants doivent s'engager à établir des partenariats avec tous les acteurs concernés qui peuvent contribuer à l'élaboration de la SitAn. Ce processus sera soutenu par le Bureau de Pays de l'UNICEF en Guinée.

1. Phase de démarrage

- ✦ Revue documentaire préliminaire pour évaluer la disponibilité des données/informations ;
- ✦ Développement du cadre conceptuel final de la SitAn et des outils spécifiques pour la collecte des données ;
- ✦ Préparation et présentation du cadre conceptuel et des outils à l'UNICEF et cartographie des principales parties prenantes afin de faciliter une compréhension commune approfondie du cadre ; ✦ Structure d'analyse des données et du rapport final y compris la table des matières
- ✦ Préparation et présentation du rapport de démarrage, incluant les versions finalisées du cadre conceptuel et de la méthodologie.

2. Collecte et analyse des données

- ✦ Collecte de données et revue documentaire approfondie des évidences/informations disponibles sur la situation des enfants et des adolescents. Cela comprend les données/documentation sur les groupes d'enfants les plus défavorisés et les plus démunis ainsi que les groupes d'enfants classés pour l'approche par cycle de vie (< 5 ans, 5-11 ans 12-18 ans). Les documents de stratégies et de planification nationales, les politiques et budgets, les données et informations pertinentes sur les questions climatiques, l'énergie et l'environnement, l'égalité des sexes, la gestion des finances publiques, le rôle du secteur des entreprises, et sur la participation significative des enfants et des adolescents doivent être collectées et analysées.
- ✦ Entretiens et/ou groupes de discussion dirigés avec des informateurs clés.

- ✦ Analyse secondaire des données, de la documentation et des informations disponibles.

3. Rapports

Le cabinet/les consultants devront produire les rapports ci-dessous listés, en consultation et en étroite collaboration avec l'équipe de l'UNICEF Guinée. L'équipe de l'UNICEF Guinée sera composée de 3 staffs : la Spécialiste des Rapports (*superviseur direct du contrat et des consultants*), le Chef Planification, Suivi et Evaluation et la Représentante Adjointe. Cette équipe - appuyée par la Spécialiste des SitAn du Bureau Régional de l'UNICEF - fournira des contributions et des orientations tout au long de la mission.

Les différents livrables attendus sont les suivants :

- ✦ Le rapport de démarrage de la SitAn accompagné d'une présentation PowerPoint ;
- ✦ Un rapport préliminaire sur les questions clés, et incluant les trois domaines thématiques ;
- ✦ Deux rapports provisoires :
 - Une analyse de la situation complète (*à utiliser par l'UNICEF en interne*) ;
 - Un résumé du rapport de la SitAn⁵ – pour discussion et validation avec le Bureau de l'UNICEF et les principaux partenaires.
- ✦ Deux rapports finals :
 - Un rapport final complet à usage interne;
 - Un résumé de 40 pages de la SitAn destiné à être utilisé comme publication officielle pour une large diffusion publique. Ce résumé devrait inclure une synthèse du rapport de 5 pages maximum.
- ✦ Une présentation PowerPoint synthétisant les informations clés pour guider les discussions stratégiques dans le cadre de l'élaboration du nouveau programme de coopération

L'utilisation de visuels appropriés (*illustrations, graphiques, photos, schémas, etc.*) est requise dans tous les rapports.

3.5. Considérations éthiques

Le cabinet/les consultants sont tenus d'identifier clairement tout problème éthique potentiel, ainsi que les processus de revue éthique et de contrôle du processus de recherche/collecte de données dans leur proposition. La procédure de l'UNICEF pour les normes éthiques en matière de recherche, d'évaluation, de collecte et d'analyse des données peut être consultée à l'adresse suivante :

https://www.unicef.org/supply/files/ATTACHMENT_IV-UNICEF_Procedure_for_Ethical_Standards.PDF

Cette procédure doit être appliquée systématiquement et de manière cohérente tout au long de la mission. La procédure contient les normes minimales et les procédures requises pour la recherche, l'évaluation et la collecte et l'analyse de données entreprises ou commandées par l'UNICEF (y compris les activités entreprises par des contractants individuels et institutionnels, ainsi que les partenaires) impliquant des sujets humains ou l'analyse de données secondaires sensibles.

⁵ Le résumé du rapport SitAn représente une **Alpha SitAn**, conformément aux lignes directrices de base de l'UNICEF sur la nouvelle génération d'analyse de situation.

4. PRINCIPAUX LIVRABLES ET CALENDRIER

Les travaux devraient être réalisés dans un délai de 4 mois environ, entre le 15 juillet 2021 et le 15 novembre 2021, avec la distribution indicative suivante :

- ✦ Phase de démarrage : un mois ;
- ✦ Phase de collecte des données : un mois et demi ;
- ✦ Phase d'analyse et de rapportage, y compris la présentation et la validation : un mois et demi.

Le cabinet/l'équipe de consultants doit produire et soumettre les 8 livrables suivants/

- i. Le **rapport de démarrage de la SitAn**, détaillant la méthodologie, les sources de données, les défis attendus et les solutions proposées. Ce rapport sera accompagné d'une présentation

PowerPoint pour l'équipe de pays, et doit s'appuyer sur des discussions et des conversations solides et constructives avec l'équipe de l'UNICEF.

- ii. Le **rapport préliminaire sur les principaux résultats et conclusions** : jusqu'à 30 pages en MS Word et PDF.
- iii. Une **présentation PowerPoint** pour la validation des résultats.
- iv. La **version provisoire du rapport complet de la SitAn** - pour l'usage interne de l'UNICEF : jusqu'à 150 pages en MS Word et PDF.
- v. La **version provisoire du résumé du rapport de la SitAn** (Alpha SitAn) : 40 pages en MS Word et PDF.
- vi. Les **rapports finalisés de la SitAn (complet et résumé)** en MS Word et PDF.
- vii. Une présentation **PowerPoint synthétisant les informations clés** (*principaux résultats et conclusions*) pour guider les discussions stratégiques dans le cadre de l'élaboration du nouveau programme de coopération
- viii. Une présentation **PowerPoint « Child-friendly » de la SitAn** adaptée pour une utilisation pour les enfants, par les enfants et avec les enfants et les jeunes (Gouvernement des enfants dans les écoles, Parlement des Enfants, jeunes reporters).

Les commentaires, contributions et feedbacks sur les versions provisoires des rapports qui seront transmis par l'UNICEF et d'autres parties prenantes au cabinet/aux consultants doivent être pris en compte dans le processus de finalisation des documents. Toutes les soumissions doivent être électroniques. Tous les documents soumis à l'UNICEF par le cabinet/les consultants doivent être rédigés en français.

Conformément aux lignes directrices de base de l'UNICEF sur la nouvelle génération d'analyse de la situation, le rapport devra suivre le plan de rédaction ci-dessous.

TITRE	CONTENU
1. RESUME	
- Remerciements	
- Analyses des déterminants structurels et conclusions	

2. INTRODUCTION

- Les objectifs primaires et secondaires de l'analyse doivent être clairement expliqués
- La méthodologie, les limites et contraintes et les questions éthiques : fournit des informations sur le processus
- Préciser les audiences cibles du rapport, c'est-à-dire qui sont ceux qui utiliseront l'analyse et comment ils en tireront profit, ainsi que la stratégie de diffusion et de promotion des résultats de la SitAn

3. APERÇU GENERAL DU PAYS

3.1 Profil démographique	<ul style="list-style-type: none"> - Montre les caractéristiques de la population du pays - fournit des informations sur les tendances démographiques, avec un accent particulier sur les enfants et les jeunes - fournit une analyse d'impact des enfants et des jeunes - donne un aperçu de l'urbanisation et des caractéristiques des populations urbaines et rurales.
3.2 Économie politique et gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> - décrit le contexte de la répartition du pouvoir et des ressources - décrit la structure de gouvernance et les niveaux de décentralisation ainsi que leur impact sur le bien-être des enfants - décrit les principales tendances politiques et économiques : croissance économique, structure de l'économie formelle et informelle - décrit les populations exclues/marginalisées - indique comment l'inclusion des populations vulnérables peut être étendue et portée à l'échelle
3.3 Pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> - fournit une analyse de la pauvreté et un profil de la pauvreté - met en exergue la proportion d'enfants vivant dans la pauvreté monétaire et multidimensionnelle - présente la proportion de ménages pauvres

TITRE	CONTENU
	<ul style="list-style-type: none"> - présente une analyse de la pauvreté et de son niveau chez l'enfant, et évalue les tendances en matière de réduction de la pauvreté et analyse les inégalités - présente à la fois la pauvreté monétaire et la pauvreté multidimensionnelle - indique clairement quels groupes d'enfants souffrent de manière disproportionnée de la pauvreté et connaissent des privations
3.3 Profil de risque	<ul style="list-style-type: none"> - décrit les risques et les facteurs de crise humanitaire, des catastrophes, de l'urbanisation anarchique, des conditions météorologiques extrêmes, des situations d'urgence et des crises prolongées au niveau national et local - décrit les stratégies d'atténuation de ces risques - fournit une analyse des capacités et du niveau de préparation des différents niveaux de gouvernement et des autres parties prenantes - inclut une description des risques de nature transnationale - fournit une analyse de la manière dont les risques identifiés peuvent avoir un impact sur les enfants et les jeunes, les familles et les communautés

3.4 Profil de genre	<ul style="list-style-type: none"> - fournit une analyse des résultats inégaux pour les filles et les garçons - montre les obstacles liés au genre et les causes qui les sous-tendent - inclut une analyse qualitative des causes immédiates, sous-jacentes et structurelles - inclut une revue de la demande et de l'offre de services, de l'environnement socioculturel, des cadres législatifs et politiques. <p>Les données doivent être désagrégées autant que possible.</p>
4. L'ENVIRONNEMENT FAVORABLE POUR LES DROITS DE L'ENFANT	
4.1 Législation et Politique	<ul style="list-style-type: none"> - description et analyse du cadre juridique qui sous-tend la réalisation des droits de l'enfant - qui est affecté par les lois, les politiques et les stratégies nationales et infranationales - évaluation des institutions et de leur capacité à remplir leurs obligations en matière de réalisation des droits de l'enfant.
4.2 Finances publiques	<ul style="list-style-type: none"> - fournit une analyse du contexte de financement des politiques et des questions relatives à l'enfance - présente les allocations budgétaires nationales et les dépenses pour les services sociaux indispensables pour le bien-être des enfants - donne un aperçu de la façon dont les finances contribuent à la mise en œuvre des droits de l'enfant.
4.3 Facteurs d'inégalités	<ul style="list-style-type: none"> - présente une analyse de causalité des facteurs d'inégalités qui affectent les enfants et les jeunes dans le pays - met l'accent sur les groupes d'enfants vulnérables - fournit une analyse des inégalités entre les groupes d'âge
4.5 Parties prenantes	<ul style="list-style-type: none"> - fait une cartographie des principaux acteurs des droits de l'enfant au sens large dans le pays - met en évidence les systèmes et les mécanismes permettant d'engager les enfants et les jeunes de manière significative - Inclut une analyse du secteur privé et des entreprises, des institutions financières multilatérales et des organismes régionaux
4.6 Entreprises/secteur des affaires	<ul style="list-style-type: none"> - évalue l'impact direct et indirect des entreprises sur les enfants et les familles - examine le rôle du secteur privé en tant que partie prenante dans l'offre de solutions et la prise de décision dans le pays - analyse le monde des affaires du point de vue des droits de l'enfant en mettant l'accent sur les valeurs de la prise en charge, les contributions potentielles et pratiques pour faire progresser l'inclusion sociale et accroître les résultats pour les enfants et les jeunes.

TITRE	CONTENU
-------	---------

4.7 Évaluation des produits/services essentiels, des marchés et de la chaîne d'approvisionnement	<ul style="list-style-type: none"> - fournit une évaluation des produits et services essentiels - identifie les problèmes les plus critiques qui facilitent ou entravent l'accès aux produits et services - évaluer la disponibilité, l'accessibilité financière et physique/géographique des produits et services essentiels et innovants, ainsi que leur coût, la rapidité et la qualité de la prestation - inclut les atouts potentiels des marchés locaux, y compris leur capacité potentielle de mettre à l'échelle de nouveaux produits/services - évalue les capacités des secteurs public et privé à produire et à fournir des biens et des services et les partenariats potentiels pour la réalisation des droits de l'enfant par l'approvisionnement.
4.8 Connaissances, attitudes et pratiques	<ul style="list-style-type: none"> - l'analyse des connaissances, attitudes et pratiques empêchant la réalisation des droits de l'enfant - l'évaluation des normes sociales et des comportements individuels, ainsi que des obstacles qu'ils créent pour la réalisation des droits des enfants. - La communication des risques et l'engagement communautaire ciblant la réalisation des droits des enfants. - La retro information et les feedbacks de la communauté pour la réalisation des droits des enfants dans un contexte de crise.
5. LES DROITS DES ENFANTS (DIMENSIONS ANALYSEES)	
5.1 Droit à la santé et au bien-être	<ul style="list-style-type: none"> a. Droit à la santé et aux services de santé b. Droit à la vie, à la survie et au développement c. Droit à la sécurité sociale d. Droits des enfants handicapés
5.2 Droit à l'éducation, aux loisirs et aux activités culturelles	<ul style="list-style-type: none"> a. Droit à l'éducation b. Droit aux loisirs, au jeu et à la participation à des activités culturelles c. et artistiques Droits des enfants handicapés
5.3 Droit à la protection, au milieu familial et aux soins alternatifs	<ul style="list-style-type: none"> a. Administration de la justice pour mineurs ; Réadaptation et réinsertion des victimes de violence ; Restriction de liberté b. Protection contre toute forme de violence, d'exploitation sexuelle, de toxicomanie, de travail des enfants c. Séparation des parents ; adoption ; enfants privés de leur milieu familial ; examen périodique du placement et du traitement ; orientation parentale ; responsabilités et assistance de l'État d. Protection des enfants appartenant à une minorité et des enfants handicapés e. Enfants réfugiés, Regroupement familial, migration irrégulière et non-retour f. Droit à un niveau de vie adéquat
5. Droit à la participation - Droits civils et liberté	<ul style="list-style-type: none"> a. Droit à un nom, à une nationalité, à connaître ses parents et à être pris en charge par eux b. Liberté d'association et de réunion pacifique c. Liberté d'expression, liberté de pensée, de conscience et de religion d. Préservation de l'identité de l'enfant et protection de la vie privée e. Accès des enfants à l'information et rôle des médias

Pour toutes les dimensions :

- analyse des progrès accomplis dans la réalisation des droits dans les différents domaines -
- identification des principales violations des droits de l'enfant
- application de l'analyse des déterminants
- les données doivent être désagrégées par âge et par sexe
- une attention particulière devrait être accordée aux enfants et aux adolescents vivant dans des circonstances vulnérables

TITRE	CONTENU
6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> - donne la priorité aux principaux problèmes et opportunités ayant un impact sur les droits de l'enfant dans le pays - identifie les lacunes en matière de données et d'évidences - fournit des recommandations en identifiant les stratégies de changement - comble les lacunes de connaissances et recommande les recherches et analyses supplémentaires qui sont nécessaires - fait des recommandations à l'intention de toutes les parties prenantes dans le pays, y compris le Gouvernement et l'UNICEF

5. QUALIFICATIONS DU PERSONNEL DE LA MISSION

Les cabinets soumissionnant doivent de préférence proposer une équipe de deux à trois consultants - dont un expert national. Au minimum, l'équipe de consultants proposée pour cette mission doit démontrer des compétences combinées suivantes :

Background	Institution/cabinet réputé ayant une expérience avérée en matière de politiques publiques, de politiques sociales, d'analyse des politiques, de finances publiques et de droits de l'enfant/de l'homme
Education	Diplôme d'études supérieures en sciences sociales, en développement international ou dans un domaine connexe pertinent pour la mission
Expertise compétences et	<ul style="list-style-type: none"> - Solides compétences analytiques - références à des travaux antérieurs ou collaboration passée avec des institutions - Excellente connaissance des statistiques, des systèmes de services sociaux, de l'agenda de développement - Une expérience antérieure avec l'UNICEF est un atout - Au moins 5 ans d'expérience pertinente dans l'élaboration de rapports analytiques et de documents de politiques relatifs aux enfants et aux adolescents - Expérience avérée dans l'analyse de données quantitatives et qualitatives, l'analyse politique (et financière) (y compris l'expérience dans l'utilisation systématique de données désagrégées par âge et par sexe et de données sensibles au genre) et la préparation de rapports - Connaissance de l'approche de programmation basée sur les droits humains - Expérience dans la facilitation de consultations avec des représentants du Gouvernement, des ONG, des universités, des enfants, des adolescents et d'autres parties prenantes - Maîtrise parfaite du français parlé et écrit pour tous les membres de l'équipe - Excellentes compétences rédactionnelles

6. PAIEMENTS

Les paiements seront effectués en cinq tranches alignées sur les livrables de la SitAn, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Tableau : Calendrier des paiements

Rapport de démarrage de la SitAn : Après approbation du rapport de démarrage de la SitAn	20%
Collecte des données : A la fin de la collecte des données et de la présentation du rapport préliminaire sur les principaux résultats et conclusions accompagné de la présentation PowerPoint pour la validation des résultats	20%
Première version du rapport : Après approbation de la version provisoire du rapport complet de la SitAn et de la version provisoire du résumé du rapport de la SitAn	30%
Rapport final : Après approbation des rapports finalisés de la SitAn (complet et résumé)	20%
Présentations PowerPoint de dissémination des résultats : Après approbation de la présentation PowerPoint synthétisant les informations clés et de la présentation PowerPoint « <i>Child-friendly</i> » de la SitAn	10%

7. LOGISTIQUE, RECOURS ET DROITS DE PROPRIETE

Le Bureau de l'UNICEF Guinée se réserve le droit de retenir les paiements si la performance n'est pas satisfaisante, si les livrables sont incomplets ou s'ils ne sont pas livrés à temps. Les indicateurs de performance par rapport auxquels la conclusion satisfaisante du contrat sera évaluée comprennent : la qualité et la ponctualité des soumissions, la réactivité aux feedbacks, la conformité aux lignes directrices de base de l'UNICEF sur la nouvelle génération d'analyse de la situation et aux [directives de l'UNICEF sur la publication universitaire externe](#) de janvier 2017.

Le Bureau de l'UNICEF Guinée détiendra tous les droits de propriété, tels que les droits d'auteur, les brevets et les marques déposées sur les questions liées ou dérivées du travail effectué dans le cadre de ce contrat avec Le Bureau de l'UNICEF Guinée. Toutes les informations provenant des rapports produits ne peuvent être partagées avec les médias ou des personnes externes sans l'approbation écrite du Représentant de l'UNICEF Guinée.

8. PROCESSUS D'EVALUATION DES OFFRES

L'évaluation des propositions sera faite sur la base des CV des membres de l'équipe mobilisés pour la mission, de leur disponibilité et des coûts proposés.

- La proposition technique ne doit pas compter plus de 10 pages, avec une police de 12 points et un interligne de 1,5, compte non tenu des annexes. Elle doit aborder les domaines suivants :
- Expérience dans la réalisation de rapports analytiques ou de documents de politiques relatifs aux enfants et aux adolescents, et mention d'au moins une mission similaire menée au cours des 3 dernières années ;
- La compréhension de la mission, la méthodologie proposée, les défis attendus et les solutions proposées, le plan de travail et les limites (avec des alternatives) pour atteindre les résultats attendus dans les TdR ;
- Expérience et qualifications du Consultant principal et du(des) Consultant(s) associé(s) (inclure les CV en annexe) ;
- Description du personnel clé dans le cas de cabinets (inclure les CV en annexe) ;
- Toute autre information pertinente pour les TdR.

La proposition financière doit être soumise séparément de la proposition technique, conformément aux directives standard de l'UNICEF en matière de passation de

marchés. Elle doit fournir un budget tout compris (honoraires, logistique, etc.) en USD, et une ventilation du budget détaillant la répartition des coûts.

Avec mention **LRPS – GUI -2021- 9168409**

**Réalisation d'une Analyse de la Situation (SitAn) des
Enfants et des Adolescents en Guinée**

Les offres techniques et financières doivent parvenir uniquement à
l'adresse électronique : supplyguinee@unicef.org